

ML.

Conseil d'Etat - Raad van State
LÉGISLATION - WETGEVING
1
17 VI 1957
Transmis à M. <i>coordination (2)</i>
Overgemaakt aan de K.

L. 5671/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 12 mars 1957, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant, en ce qui concerne le cumul de fonctions et le cumul de pensions et de traitements, la législation sur les pensions de retraite à charge du Trésor public", a donné le 15 mai 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e maart 1957 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetgeving op de rustpensioenen ten laste van de Openbare Schatkist voor wat betreft de cumulatie van ambten en de cumulatie van pensioenen en wedden", heeft de 15e mei 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi tend à coordonner, en les assouplissant sur certains points et en les aggravant sur d'autres, toutes les dispositions générales concernant :

- 1° le régime des pensions de retraite à charge du Trésor public afférentes à des fonctions multiples soit successives, soit simultanées;
- 2° le cumul des pensions de retraite, voire des pensions quelconques à charge du Trésor public, entre elles, avec certaines autres pensions et avec certains traitements.

Le Conseil d'Etat a cru opportun de grouper les dispositions du projet en deux chapitres, d'autant plus qu'elles ont un champ d'application différent selon qu'elles régissent l'une ou l'autre matière. Dans chaque chapitre, les articles et les alinéas ont été placés dans leur ordre logique, allant du plus simple au plus complexe. Un article du projet (le 5) a même été morcelé, de telle manière que chacune de ses dispositions suive immédiatement celles dont elle est le complément. En revanche, quatre alinéas de l'article 3 du projet (le 3 du § 1er et le 2 des §§ 2, 3 et 4) ont été fusionnés en un seul article (le 11) du nouveau texte.

Vu l'importance des remaniements, le présent avis reproduit d'une manière synoptique les dispositions du texte du Gouvernement et celles du texte proposé

.../...

par le Conseil d'Etat, dans l'ordre adopté pour le second texte. C'est dans le même ordre que sont présentées les observations qui suivent .

+

+ +

L'article 1er du projet est une adaptation de l'article 1er, § 1er, de la loi du 14 juillet 1951. Il ne vise pas les pensions de survie, parce que le projet ne s'applique pas à elles, à une exception près.

Au dire du fonctionnaire délégué, le projet s'applique aux pensions des ressortissants des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith reprises par l'Etat belge. L'article devrait donc les viser en termes exprès, car les personnes auxquelles elles sont versées ne sont pas d'anciens magistrats belges ou d'anciens fonctionnaires ou employés des administrations de l'Etat belge.

Ainsi complété, le champ d'application ne convient vraiment qu'à l'article 3 du projet relatif aux cumuls proprement dits. Il ressort, en effet, des explications du délégué du Gouvernement et du contexte des dispositions actuelles d'où proviennent les articles 2 et 4, que ceux-ci ne s'appliquent pas aux pensions militaires d'ancienneté. C'est pourquoi l'article 1er a été dédoublé dans le texte du Conseil d'Etat. Le nouvel article 1er, qui ne se rapporte plus qu'aux dispositions régissant les pensions afférentes à des fonctions multiples, a été amputé des mots : " aux officiers et aux militaires de rang subalterne".

+

+ +

L'article 4 du projet régit les pensions afférentes à des fonctions successives. Le § 1er, alinéa 1er, énonce le principe général : à fonctions successives, pension unique. Une première conséquence, tellement évidente qu'elle n'est pas exprimée dans le texte, est que les services admissibles des diverses fonctions successives, qu'elles aient été séparées par des intervalles ou non, s'accumulent jusqu'à ce que leur ensemble soit suffisant pour procurer une pension à l'intéressé. Cette règle serait déjà observée depuis longtemps, en vertu d'une interprétation extensive de l'article 50, alinéa 2, de la loi du 21 juillet 1844 ("Si le magistrat, le fonctionnaire ou l'employé démissionné ou démissionnaire est remis en activité, les années de service antérieures lui sont comptées"). Le principal intérêt de l'alinéa 1er de l'article 4 du projet est précisément de confirmer cette interprétation.

Une deuxième conséquence du principe général est qu'une pension acquise du chef d'une seule fonction, doit être révisée lorsque le pensionné met fin à une nouvelle fonction comportant des services admissibles. Puisque la pension nouvelle concernant l'ensemble des services, constitue une pension unique, elle doit être calculée en principe sur le traitement moyen des cinq dernières années passées dans la dernière fonction, par application de l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844. Les alinéas 2 et 3 de l'article 4, § 1er, du projet tendent à déroger à cette règle, lorsque le dernier traitement moyen est inférieur à celui qui avait servi de base à la pension originaire. Pour mieux faire comprendre l'exception, il serait bon que le texte du projet rappelât d'abord la règle. La disposition ainsi

modifiée serait avantageusement complétée par celle de l'article 5, alinéa 2, du projet, relative à l'adaptation préalable des traitements aux barèmes en vigueur. Pour le surplus, si l'établissement du rapport entre les deux traitements de base présentait des difficultés, par exemple par suite de la disparition de la première fonction, le Roi trouverait le pouvoir de les résoudre dans l'article 16 de la loi du 14 juillet 1951, modifié par l'article 7 de la loi du 2 août 1955.

Une troisième conséquence du même principe général est énoncée à l'alinéa 4 de l'article 4, § 1er, du projet : si un pensionné perd le droit à la pension à l'expiration d'une nouvelle fonction, cette déchéance éteint le droit à la pension existante. Il n'est pas inutile de signaler, bien que le texte ne le dise pas et ne doive pas le dire, que cette règle ne jouerait pas à l'égard d'une pension militaire dont le titulaire mettrait fin à une fonction civile d'une manière qui lui ferait perdre le droit à pension du chef de celle-ci. Cela résulte à la fois du champ d'application de l'article 4 du projet, qui ne concerne pas les pensions militaires, et du fait que la disposition analysée ici est en quelque sorte une application de l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844, qui régit exclusivement les pensions civiles et ecclésiastiques.

A ce propos, plusieurs précisions doivent être apportées au texte du projet. Par les mots "démission ou révocation", le Gouvernement entend viser toutes les hypothèses prévues par l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844 : révocation proprement dite, démission forcée, démission volontaire. Par les mots : "la perte du droit à la pension", il entend viser, aussi bien

que la déchéance totale, la déchéance partielle en cas de révocation (ou de démission forcée) avec octroi des deux tiers de la pension, selon la faculté donnée au Gouvernement par le même article 50.

Enfin, toute cette règle est malencontreusement liée, dans le projet, à une autre idée qui lui est totalement étrangère, savoir que le paiement de la pension afférente à une première fonction est rétabli, lors de la cessation d'une seconde fonction qui ne comportait pas de services admissibles. L'expression de cette idée est à la fois incomplète et inutile : quand une pension est suspendue ou simplement réduite par la coexistence d'un traitement, il va sans dire qu'elle retrouve son montant normal si le traitement disparaît.

Au principe de la pension unique pour fonctions successives, il existe une dérogation importante en faveur des anciens militaires. C'est l'article 4, § 2, du projet (reproduction littérale de l'actuel article 23, § 3, b, de la loi du 29 juillet 1926, modifiée par l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 et par la loi du 2 août 1955), qui permet dans certaines conditions l'obtention prématurée d'une pension civile à côté et en considération même d'une pension militaire préexistante. Le Conseil d'Etat suggère pour tout le paragraphe une rédaction plus claire qui, de surcroît, fait disparaître une légère discordance dans le second alinéa et ajoute à celui-ci une précision de temps.

+

+ +

.../...

L'article 2 du projet régit les pensions afférentes à des fonctions simultanées. L'alinéa 1er énonce le principe de l'indépendance totale de ces fonctions au point de vue de la retraite et de la pension. Mais il ne définit pas les fonctions simultanées. Aux termes de l'exposé des motifs, "pour que des fonctions soient considérées comme simultanées, il suffit qu'elles aient été exercées en même temps pendant une durée d'un mois"; mais, au dire du délégué du Gouvernement, en théorie une durée moindre suffirait. Par conséquent, le texte devrait prévoir qu'une simultanéité quelconque, si brève qu'elle soit, suffit à faire qualifier deux fonctions de simultanées.

Toutefois, elle ne suffit pas à leur faire appliquer des mises à la retraite distinctes et des pensions distinctes. Il faut encore que les fonctions soient elles-mêmes distinctes, au sens de l'alinéa 6, c'est-à-dire que chacune d'elles ait une rémunération "fixée par un barème de traitement qui lui est propre". En pratique, la rémunération peut être un traitement "invariable", voire une indemnité; la formule devrait donc être plus large encore.

Pour limiter un peu la portée extrêmement large de la notion de fonctions distinctes, l'alinéa 7 dispose que ne sont pas considérées comme telles "les prestations accessoires ou complémentaires dont sont chargés les instituteurs dans les écoles primaires et du chef desquelles ils touchent une rémunération qui a le caractère d'un supplément de traitement dans le sens de l'article 10 de la loi du 21 juillet 1844".

Cette disposition, qui est puisée dans un arrêté royal du 20 janvier 1927, ne saurait atteindre son but car elle n'établit pas quelles sont les prestations des instituteurs dont la rémunération constituerait un supplément de traitement au sens de l'article précité. Le préambule de l'arrêté de 1927 contenait bien certains critères, mais ils sont dépassés, au dire du délégué du Gouvernement. Il serait donc difficile et imprudent d'insérer des critères dans la loi. D'autre part, il y a d'autres cas que celui des instituteurs et il peut en surgir qui ne sont pas prévisibles aujourd'hui. Ainsi, on n'aurait pu imaginer, avant la dernière réforme de l'enseignement technique, qu'un professeur percevrait deux traitements distincts au lieu d'un, sans que son horaire fût modifié, par le seul fait que son enseignement serait désormais réparti sur deux groupes techniques différents. Pour permettre au Gouvernement de résoudre tous les problèmes de ce genre avec la liberté d'appréciation indispensable, le Conseil d'Etat suggère de remplacer la dérogation relative aux seuls instituteurs, par une disposition générale qui donne au Roi le pouvoir de déroger à la notion de fonctions distinctes. Il va sans dire qu'il pourra le faire soit par voie réglementaire, soit au besoin par décisions individuelles.

Des deux idées que contient l'alinéa 2 de l'article 2, la première est inutile, parce qu'elle fait double emploi avec l'alinéa 1er. La seconde constitue une première dérogation au principe de l'indépendance des fonctions simultanées : le minimum légal n'est pas attribué dans chacune d'elles, mais réservé à leur ensemble.

Les alinéas 3 et 5 prévoient une seconde dérogation, favorable celle-ci aux intéressés : une pension acquise normalement dans l'une des fonctions simultanées permet l'obtention prématurée de pensions dans les autres. Le Conseil d'Etat propose, pour ces deux alinéas, une rédaction qui met mieux en relief, notamment, le fait que désormais l'intéressé pourra prendre prématurément pension dans une deuxième et une troisième fonction, simultanée, non seulement au moment où il prend sa pension dans la première, mais aussi plus tard. C'est une des innovations importantes du projet.

Enfin, l'alinéa 4 fait une application, en quelque sorte subsidiaire, d'une des règles de l'article 4 (l'addition des services successifs) à l'hypothèse des fonctions simultanées. Le texte ferait utilement référence d'un article à l'autre. En tout cas, il devrait faire ressortir clairement que les mêmes services antérieurs ne pourraient être ajoutés à plusieurs fonctions simultanées.

+

+ +

L'article 6 du projet, qui organise le passage du régime des fonctions simultanées à celui des fonctions successives lorsque celui-ci est plus favorable, prendrait place tout naturellement à la fin du chapitre 1er.

+

+ +

.../...

L'article 3 du projet formerait, avec ses compléments, le chapitre II. En tête, un article nouveau devrait définir le champ d'application : celui du chapitre Ier, augmenté des pensions militaires d'ancienneté et, pour le § 4 de l'article 3, de toutes les autres pensions à charge du Trésor public à l'exception de quelques-unes jugées particulièrement dignes d'intérêt.

Les §§ 1er et 2 (du projet) établissent le maximum relatif en cas de cumul d'une pension avec une autre pension ou avec un traitement.

(Pour rappel, l'alinéa 3 du § 1er serait fusionné avec les alinéas 2 des §§ 2, 3 et 4, à la fin du chapitre).

L'alinéa 4 du § 1er, qui constitue une importante dérogation au principe, en faveur des titulaires d'une pension militaire d'ancienneté, est présenté dans une rédaction compliquée et partiellement inadéquate. Pour bien le comprendre, il ne faut pas perdre de vue, d'abord, qu'il ne doit procurer en aucun cas un désavantage aux intéressés. Il faut savoir ensuite qu'en pratique, la dérogation ne peut jouer que dans le cas de cumul d'une pension militaire avec un traitement. On se rappellera, en effet, que le total d'une pension militaire et d'une pension civile ne peut dépasser le montant le plus élevé que l'une ou l'autre aurait atteint si tous les services étaient entrés en compte pour sa liquidation (article 4, § 2, du projet). On sait, par ailleurs, qu'en vertu d'un principe tout à fait général, aucune pension ne peut dépasser les 3/4 ou, dans certains cas privilégiés, les 9/10 du traitement. La combinaison de

ces deux règles fera que le maximum relatif ne sera jamais dépassé en cas de cumul d'une pension civile et d'une pension militaire, puisque ce maximum sera constitué soit par le dernier traitement civil d'activité, éventuellement augmenté de la partie non suspendue de la pension militaire, soit par le dernier traitement militaire d'activité, s'il est plus favorable. Aucune mesure dérogatoire n'est donc nécessaire pour protéger les pensionnés militaires qui bénéficient d'une pension civile. En conséquence, les mots : "et, en outre, s'il s'agit du cumul d'une pension militaire avec un traitement ou une indemnité tenant lieu de traitement à charge du Trésor public" sont superflus. (Subsidiairement, les cinq derniers mots sont inexacts, en tant que les dispositions du § 1er s'appliquent aussi aux pensions et traitements visés au § 2 du projet).

Ainsi éclaircie, la dérogation apparaît sous la forme de deux minimums, dont seuls le moins élevé est susceptible de tenir en échec la règle du maximum relatif, en cas de cumul d'une pension militaire avec un traitement : l'un de ces minimums est constitué par le traitement, augmenté des $\frac{5}{8}$ de la pension; l'autre, du plus élevé des montants décrits aux 1°, 2° et 3° du projet. Concrètement, dans l'hypothèse envisagée, il faudra commencer par calculer les deux minimums; ensuite, si l'application du maximum relatif fait baisser le revenu global au-dessous du minimum le plus bas, le revenu global sera ramené à ce minimum et la partie payable de la pension sera relevée d'autant. Après s'être assuré des intentions du Gouvernement sur ce problème, le Conseil d'Etat s'est efforcé d'en exprimer la solution en une formule plus simple.

Les dispositions du § 1er (du projet) , principe et dérogation, devraient être immédiatement complétées par le prescrit de l'article 5, alinéa 2, relatif à l'adaptation préalable des traitements aux barèmes en vigueur.

Après avoir visé exclusivement, pour la clarté du dispositif, le cumul d'une pension de retraite à charge du Trésor public (ou assimilée) avec une pension semblable ou avec un traitement à charge du même Trésor, l'article 3 applique, en son § 2, les dispositions du § 1er au cumul d'une pension de retraite à charge du Trésor public avec un traitement ou une pension à charge de certains pouvoirs et organismes limitativement désignés. Actuellement, seul le cumul des pensions du Trésor public avec les traitements payés par ces pouvoirs et organismes est limité par le maximum relatif. Le projet étend celui-ci au cumul des dites pensions avec les pensions des mêmes pouvoirs et organismes. Si l'exposé des motifs mentionne le fait, il ne souligne pas l'innovation qu'il constitue et l'aggravation qui en résulte.

L'énumération des pouvoirs et organismes n'est modifiée par le projet que sur un point, mais qui n'est pas négligeable. A la notion imprécise d'"organismes fonctionnant sous le contrôle ou la garantie totale ou partielle de l'Etat, d'une province ou d'une commune" est substituée l'énumération nominative de la loi du 16 mars 1954. Les difficultés d'interprétation auxquelles fait allusion l'exposé des motifs sont radicalement supprimées, certes. Mais, ainsi que la plupart des systèmes trop simples, celui-ci présente l'inconvénient d'être un peu

arbitraire. Il fait dépendre l'application des règles légales relatives au cumul et, par conséquent, la réduction des ressources des bénéficiaires d'une pension, de l'opinion du législateur au sujet de la nécessité de soumettre à une forme particulière de contrôle l'établissement public, auquel les intéressés appartiennent ou ont appartenu, alors que le projet actuel et la loi du 16 mars 1954 poursuivent des buts tout à fait différents.

Au sujet de cette référence à la loi du 16 mars 1954, il faut observer que l'article 1er de cette loi énumère 49 établissements et que l'article 19 en cite un cinquantième. Il résulte des explications fournies par le délégué du Gouvernement que ce dernier établissement n'est pas visé par le projet. Il importe donc que le texte se réfère non seulement à la loi du 16 mars 1954, mais à l'article 1er de cette loi.

Les §§ 3, 4 et 5 (du projet) établissent le maximum absolu en cas de cumul d'une pension avec un traitement ou avec une autre pension. Actuellement le maximum absolu est déterminé par le maximum du traitement de directeur général de ministère et ne s'impose qu'aux cumuls "pension-pension". Le § 4 le relève au maximum du traitement de secrétaire général; mais le § 3 l'étend aux cumuls "pension-traitement". L'exposé des motifs signale cette dernière innovation, en la qualifiant de "corollaire nécessaire de la formule insérée au § 1er". L'explication complète est celle-ci:

.../...

le projet ayant supprimé toute distinction, au point de vue des cumuls, entre services simultanés et services successifs, comme entre fonctions de carrière et fonctions accessoires, le maximum relatif sera constitué dans toutes les hypothèses par le plus élevé des revenus globaux de l'intéressé, considérés immédiatement avant la cessation effective de chacune des fonctions qu'il abandonne. Or, pour des raisons de pure arithmétique, pareil maximum ne constitue guère une limitation effective en cas de services simultanés, sauf lorsqu'il s'agit de deux véritables fonctions de carrière. Un maximum absolu devient donc indispensable.

Le § 3 et les §§ 4 et 5, bien qu'ils établissent le même maximum absolu, n'ont pas le même champ d'application. On a déjà signalé, au début de l'examen de l'article 3, que le § 4 a un champ plus étendu que les autres. Alors que le maximum absolu admis pour les cumuls "pension-traitement" ne limite que le cumul des seules pensions de retraite à charge du Trésor public (ou assimilées) avec un traitement à charge du même Trésor ou avec un traitement visé au § 2, le maximum absolu admis pour les cumuls "pension-pension" limite le cumul de toute pension quelconque à charge du Trésor public (à l'exception de celles du § 5) avec une autre pension quelconque à charge du même Trésor ou avec une pension ou allocation visée au § 2. Telle est déjà aujourd'hui dans les grandes lignes, la portée de l'article 28 de la loi du 2 août 1955. En conséquence, la première partie du § 4 du projet : "le cumul des pensions de toute nature à charge du Trésor public, ainsi que le cumul d'une pension visée à l'article 1er avec ... (etc.)" est partiellement inexacte;

il fallait dire la seconde fois, à l'instar de la première : "ainsi que le cumul d'une pension quelconque à charge du Trésor public avec ... (etc) ".

Les §§ 3 et 4 appellent deux observations communes. D'une part, leur manière de se référer au § 2 est inadéquate, d'abord parce que le Trésor colonial, visé au § 2, n'est ni un "pouvoir", ni un "organisme"; ensuite, parce que les allocations visées au § 2, 3°, ne sont pas des "pensions" et que les "traitements rémunérant des services coloniaux qui peuvent être supputés pour le calcul des pensions métropolitaines à charge du Trésor public" (visés au § 2, 2°) ne sont pas davantage des traitements "à charge de l'Etat ou des pouvoirs et organismes visés au § 2".

D'autre part, la clause de non-préjudice qui ouvre les deux paragraphes est incomplète, car il existe aussi des maximums relatifs spéciaux, par exemple pour le cumul de plusieurs pensions de veuve (arrêté royal n°254 du 12 mars 1936, article 21) ou encore pour le cumul d'un traitement ou d'une pension de retraite avec des indemnités à charge de l'Etat (arrêté royal n°7 du 31 mai 1933, article 4). A ce propos, il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'en revanche, il existe au moins une disposition légale faisant échec aux maximums généraux, relatif et absolu : l'article 11 de la loi du 13 juillet 1930, qui lève toute restriction au cumul du traitement de député permanent avec une pension à charge du Trésor public.

.../...

Le § 5 reproduit l'article 28, § 3, de la loi du 2 août 1955, mais non pas "purement et simplement", comme le dit l'exposé des motifs. En effet, pour que toutes les pensions d'invalidité échappent désormais à la règle du maximum absolu, le déterminatif "de guerre" a été omis.

Deux dispositions, qui complètent les précédentes, devraient encore figurer au chapitre II. L'une, celle de l'article 5, alinéa 1er, du projet n'appelle qu'une amélioration de forme, quant au moment précis où les majorations et réductions générales doivent affecter les traitements et pensions soumis aux règles du cumul.

L'autre, qui fusionne l'alinéa 3 du § 1er et les alinéas 2 des §§ 2, 3 et 4 de l'article 3, suscite une grave réserve. La technique de toutes les réductions postulées par les règles du cumul, peut se résumer comme suit : il n'est jamais touché à un traitement, et, s'il y a plusieurs pensions en jeu, il n'est touché qu'à celles qui sont à charge du Trésor public. Ces principes étaient déjà posés dans l'arrêté royal H du 31 mai 1933 ; ils figurent actuellement dans l'article 28 de la loi du 2 août 1955. Au cours de l'examen du projet de cette dernière loi, le Gouvernement avait fait savoir au Conseil d'Etat qu'il n'entendait "nullement modifier le champ d'application de ces dispositions, déterminé clairement à la suite notamment de l'arrêt de la Cour de cassation du 20 avril 1950" (avis L.4579/2 du Conseil d'Etat, sub "Article 2 du projet"); ce qui revenait à dire que ces dispositions ne pouvaient avoir pour effet de porter atteinte aux pensions d'éméritat des magistrats.

En ce qui concerne le projet actuel, par contre, M. le Ministre des Finances a fait savoir au Conseil d'Etat qu'il visait toutes les pensions de retraite à charge du Trésor public, en ce compris les pensions allouées aux magistrats émérites.

Dans ces conditions , pour permettre la réalisation de la réforme voulue par le Gouvernement sans susciter des objections d'ordre constitutionnel, il y a lieu de prévoir que pour les magistrats émérites la réduction s'opérera exclusivement sur les éléments autres que la pension d'éméritat.

+

+ +

Les articles 7 à 9 du projet formeraient naturellement un chapitre final.

Pour l'article 8 (abrogatoire), le Conseil d'Etat propose une présentation dans laquelle, selon l'usage et pour plus de clarté, les textes modificatifs sont cités respectivement à la suite des textes qu'ils modifient, et non dans leur ordre purement chronologique.

A cette abrogation de toutes les dispositions en vigueur, l'article 7 déroge en faveur des bénéficiaires des cumuls nés avant le 1er septembre 1955, c'est-à-dire principalement en faveur des victimes de cette partie de l'article 18 de la loi du 2 août 1955 qui étendait, à partir de la date susdite, la règle du maximum relatif au cumul d'une pension de retraite

.../...

à charge du Trésor public avec l'un des traitements énumérés à l'article 3, § 2, du présent projet.

Si l'article 7 applique à tous ceux dont il veut sauvegarder ou, plus exactement, faire revivre les "droits acquis", non pas le régime en vigueur au 31 août 1955 mais celui qui l'était au 31 décembre 1954, c'est en considération de l'effet rétroactif au 1er janvier 1955, de l'article 28 de la loi du 2 août 1955, qui allongeait la liste des pensions provinciales, communales et autres, dont le cumul avec une pension à charge du Trésor public est soumis à la règle du maximum absolu.

L'écart entre la date précitée du 31 décembre 1954 et celle de l'entrée en vigueur du projet, prévue à l'article 9, aura pour conséquence curieuse mais voulue que le régime plus sévère de la loi de 1955, qui aura régi jusqu'au jour de la publication de la loi nouvelle les cumuls privilégiés, disparaîtra rétroactivement en faveur de ceux-ci à dater du 1er septembre 1955, mais que ses effets resteront acquis pour la période du 1er janvier au 31 août précédente.

La rétroactivité du projet aura aussi pour conséquence également voulue à l'égard des bénéficiaires actuels de cumuls non privilégiés, c'est-à-dire de cumuls nés entre le 1er septembre 1955 et la date de publication de la nouvelle loi, de les exposer à la réduction rétroactive de leur pension à charge du Trésor, et au remboursement partiel d'arrérages.

+

+

+

.../...

TEXTE DU GOUVERNEMENT.

TEXTE DU CONSEIL D'ETAT.

Projet de loi modifiant en ce qui concerne le cumul de fonctions et le cumul des pensions et des traitements, la législation sur les pensions de retraite à charge du Trésor public.

Projet de loi relatif au cumul des pensions et des traitements, et au régime des pensions de retraite afférentes à des fonctions multiples.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier.RÉGIME DES PENSIONS DE RETRAITE AFFÉRENTES A DES FONCTIONS MULTIPLES.Article 1er.-

Les dispositions de la présente loi s'appliquent :

- 1° aux pensions de retraite servies par le Trésor public aux magistrats, aux fonctionnaires et employés des administrations de l'Etat, en ce compris le personnel judiciaire, aux membres du personnel de l'enseignement, aux ministres des cultes, aux officiers et aux militaires de rang subalterne;

Article 1er.-

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent :

- 1° aux pensions de retraite servies par le Trésor public aux magistrats, aux fonctionnaires et employés des administrations de l'Etat, en ce compris le personnel judiciaire, aux membres du personnel de l'enseignement et aux ministres des cultes;

.../...

2° aux pensions de retraite servies par la Caisse des ouvriers de l'Etat.

2° aux pensions de retraite des ressortissants des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith reprises par l'Etat belge et visées par l'arrangement belgo-allemand du 4 mai 1923;

3° aux pensions de retraite servies par la Caisse des ouvriers de l'Etat.

Article 4.-

§ 1er, alinéas 1er à 3.
Les fonctions exercées successivement donnent lieu à la liquidation d'une pension unique.

Lorsque les anciennes fonctions ont donné lieu à l'octroi d'une pension de retraite, la pension allouée à raison de l'ensemble des services est établie sur le traitement qui a servi de base à la première pension, si ce traitement est plus élevé que le traitement afférent à la nouvelle fonction.

Dans ce cas, le temps passé dans cette dernière fonction subit une réduction proportionnelle au rapport existant entre les derniers traitements d'activité perçus dans chacune des fonctions considérées.

Article 5, alinéa 2.

Les traitements dont il est question au § 1er de l'article 3 et aux alinéas 2 et 3 du § 1er de l'article 4 sont portés, le cas échéant, aux chiffres qu'ils auraient atteints sous l'empire du dernier barème.

Article 2.-

§ 1er. Les fonctions exercées successivement donnent lieu à la liquidation d'une pension unique.

Lorsque le titulaire d'une pension de retraite cesse d'exercer une nouvelle fonction comportant des services admissibles, sa pension est révisée en tenant compte de l'ensemble des services et sur la base du traitement moyen des cinq dernières années passées dans la dernière fonction. Toutefois, la pension nouvelle est établie sur le traitement qui a servi de base à la pension originaire, si celui-ci est plus élevé que le traitement afférent à la dernière fonction; mais le temps passé dans celle-ci est réduit en proportion du rapport existant entre les derniers traitements d'activité perçus dans chacune des fonctions. Les traitements sont portés au préalable aux montants qu'ils auront atteints sous l'empire des barèmes en vigueur au moment de la révision

.../...

Article 4, § 1er, alinéa 4.

Si, après la cessation de ses nouvelles fonctions, l'intéressé ne peut prétendre à une pension à raison de l'ensemble de ses services, le paiement de la première pension est rétabli, à moins que la perte du droit à la pension à l'expiration de ses nouvelles fonctions ne résulte d'une démission ou d'une révocation.

Article 4, § 2.

Si des services civils ont succédé à des services militaires ayant donné lieu à l'octroi d'une pension militaire d'ancienneté, l'intéressé peut obtenir, lors de sa mise à la retraite dans ses nouvelles fonctions :

- 1° le rétablissement de sa pension militaire;
- 2° en outre, une pension de retraite proportionnelle au temps passé dans les fonctions civiles, mais à condition que le total des services rendus dans les deux carrières atteigne la durée exigée pour l'attribution de cette pension de retraite.

Le total des deux pensions ne peut dépasser le montant que l'une ou l'autre aurait atteint si tous les services étaient entrés en compte pour sa liquidation; il ne peut être inférieur au montant que la dernière pension aurait atteint si tous les services militaires et les bonifications étaient entrés en compte pour sa liquidation.

Si un pensionné se voit déchu, à l'expiration d'une nouvelle fonction, de tout ou partie de ses droits à la pension par application de l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844, la déchéance totale ou partielle affecte non seulement l'accroissement de pension que lui aurait valu sa dernière fonction, mais toute la pension dont il bénéficiait du chef des fonctions antérieures.

§ 2. Le titulaire d'une pension militaire d'ancienneté qui est mis à la retraite dans une fonction civile ou ecclésiastique, peut obtenir une seconde pension, si les services rendus dans ses deux carrières atteignent ensemble la durée que la dernière fonction aurait dû atteindre pour donner droit à elle seule à une pension.

Cette pension de retraite est proportionnelle au temps passé dans la dernière fonction. Toutefois, elle est éventuellement rectifiée, de telle manière que le total des deux pensions ne soit, au moment de l'octroi de la seconde :

- 1° ni supérieur au montant le plus élevé que l'une ou l'autre aurait atteint si tous les services et bonifications étaient entrés en compte pour la liquidation de chacune d'elles;
- 2° ni inférieur au montant que la seconde aurait atteint, si tous les services militaires et les bonifications étaient entrés en compte pour sa liquidation.

.../...

Article 2.-

Les fonctions remplies simultanément restent indépendantes les unes des autres tant pour l'époque de la mise à la retraite que pour le calcul des pensions auxquelles l'exercice des dites fonctions peut donner ouverture.

(Alinéa 6) Pour l'application du présent article est considérée comme fonction distincte, toute fonction dont la rémunération est fixée par un barème de traitement qui lui est propre.

(Alinéa 7) Ne sont pas considérées comme fonctions distinctes les prestations accessoires ou complémentaires dont les instituteurs sont chargés dans les écoles primaires et du chef desquelles ils touchent une rémunération spéciale qui a le caractère d'un supplément de traitement dans le sens de l'article 10 de la loi du 21 juillet 1844.

(Alinéa 2) Chaque pension est établie isolément suivant les règles et d'après les éléments qui lui sont propres et sans attribution du minimum légal, le bénéfice de celui-ci étant réservé à l'ensemble.

(Alinéa 3) Par dérogation à l'alinéa précédent, si une pension est ou a été attribuée pour la fonction à laquelle est ou a été attaché le traitement le plus élevé, le titulaire peut obtenir une pension du chef de chacune des autres fonctions qu'il a remplies simultanément, sans devoir réunir les conditions légales requises. Il en est de même pour les fonctions dont l'intéressé a cessé d'être titulaire depuis un an au plus au moment de sa mise à la retraite dans la fonction la mieux rémunérée.

Article 3.-

Les fonctions distinctes qui ont été remplies simultanément pendant un laps de temps quelconque, restent indépendantes l'une de l'autre tant pour l'époque de la mise à la retraite que pour le calcul des pensions auxquelles leur exercice peut donner ouverture. Est distincte d'une autre, toute fonction à laquelle est attachée une rémunération qui lui est propre. Le Roi peut néanmoins, sur la proposition du Ministre qui a l'administration des pensions dans ses attributions, décider pour des raisons particulières que deux fonctions à rémunération propre ne sont pas distinctes l'une de l'autre.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le minimum légal n'est pas appliqué à chacune des pensions afférentes à des fonctions simultanées, mais à leur montant global.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le titulaire de fonctions simultanées qui obtient une pension aux conditions légales dans la fonction la mieux rétribuée, peut obtenir, sans devoir réunir dans chaque cas les conditions légales requises :

- 1° en même temps que la pension précitée, une pension dans chacune des fonctions dont il a cessé d'être titulaire depuis un an au plus;
- 2° au même moment ou dans la suite, une pension dans chacune des fonctions qu'il exerçait lors de l'obtention de la pension précitée.

(Alinéa 5) Les fonctions dont l'intéressé est titulaire comprennent, outre celles qu'il exerce effectivement, celles dans lesquelles il est placé en congé, en disponibilité ou en non-activité avec ou sans traitement.

(Alinéa 4) Il est tenu compte des services rendus successivement dans les fonctions antérieures pour l'octroi et le calcul des pensions auxquelles l'intéressé peut prétendre en exécution du présent article

Article 6.-

Pour l'application des articles 2 et 4 il est fait abstraction des services qui auraient pour effet de causer un préjudice à l'intéressé, pour autant que les dits services n'aient pas été pris en considération antérieurement dans le calcul d'une pension de retraite.

Est titulaire d'une fonction au sens de l'alinéa 3, outre celui qui l'exerce effectivement, celui qui est placé en congé, en disponibilité ou en non-activité avec ou sans traitement.

Pour l'octroi et le calcul des pensions auxquelles l'intéressé peut prétendre en vertu du présent article, la durée de toute fonction antérieure à l'une des fonctions simultanées, est ajoutée à la durée de celle-ci par application de l'article 2.

Article 4.-

Pour l'application des articles 2 et 3, il est fait abstraction des services dont la prise en considération aurait pour effet de causer un préjudice à l'intéressé, à condition qu'ils ne soient pas entrés en compte antérieurement pour la liquidation d'une pension de retraite.

CHAPITRE II. DU CUMUL DES PENSIONS ET DES TRAITEMENTS.

Article 5.-

A l'exception de l'article 9, qui a un champ d'application plus étendu, les dispositions du présent chapitre s'appliquent :

- 1° aux pensions visées à l'article 1er;
- 2° aux pensions militaires d'ancienneté.

Article 3.-

§ 1er. Le cumul de plusieurs pensions visées à l'article 1er ou le cumul des dites pensions avec des traitements ou des indemnités tenant lieu de traitement à charge du Trésor public n'est autorisé qu'à concurrence du revenu global le plus élevé

Article 6.-

§ 1er. Le cumul de plusieurs pensions visées à l'article 5 et le cumul de ces pensions avec des traitements ou des indemnités tenant lieu de traitement à charge du Trésor public, ne sont autorisés qu'à concurrence du revenu global le plus élevé constitué par

constitué par les pensions et traitements dont l'intéressé jouissait au moment où il a effectivement cessé d'exercer l'une des fonctions abandonnées.

(Alinéa 2) Pour les fonctions ayant donné lieu à l'attribution d'une pension, le traitement à prendre en considération est le dernier traitement qui est entré en ligne de compte pour le calcul de la pension.

(Alinéa 4) Si, par application de l'alinéa 1er, une pension militaire d'ancienneté doit être réduite de plus de 37 1/2 p.c., la réduction est limitée à ce pourcentage sans que, toutefois, le revenu global puisse être supérieur à la plus élevée des sommes indiquées ci-après :

- 1° le maximum du barème de sous-chef de bureau de ministère;
- 2° le montant plein de la pension militaire, augmenté de 40 p.c.; et, en outre, s'il s'agit du cumul d'une pension militaire avec un traitement ou une indemnité tenant lieu de traitement, à charge du Trésor public;
- 3° le maximum du traitement institué pour le grade conféré au bénéficiaire, déduction faite des deux dernières augmentations organiques.

Article 5, alinéa 2.

Les traitements dont il est question au § 1er de l'article 3 et aux alinéas 2 et 3 du § 1er de l'article 4 sont portés, le cas échéant, aux chiffres qu'ils auraient atteints sous l'empire du dernier barème.

les pensions et traitements dont l'intéressé jouissait au moment où il a effectivement cessé d'exercer l'une des fonctions abandonnées

Pour les fonctions ayant donné lieu à l'attribution d'une pension, le traitement à prendre en considération est le dernier traitement qui est entré en ligne de compte pour le calcul de la pension.

§ 2. En cas de cumul d'une pension militaire d'ancienneté avec un traitement ou une indemnité tenant lieu de traitement, l'application du § 1er ne peut avoir pour effet de faire descendre le revenu global au-dessous du moins élevé des deux minimums fixés ci-après :

- 1° le traitement, augmenté des 5/8 de la pension;
- 2° le plus élevé des trois chiffres suivants :
 - a) le montant plein de la pension, augmenté de 40 p.c.;
 - b) le maximum du traitement afférent au grade de l'intéressé, déduction faite des deux dernières augmentations organiques;
 - c) le maximum du barème de sous-chef de bureau de ministère.

§ 3. Pour l'application des dispositions des §§ 1er et 2, les traitements sont portés, le cas échéant, aux montants qu'ils auraient atteints sous l'empire des barèmes en vigueur au moment de cette application.

.../...

Article 3, § 2, alinéa 1er.

Les dispositions du § 1er sont également applicables en cas de cumul d'une pension visée à l'article 1er avec :

- 1° une pension, un traitement ou une indemnité tenant lieu de traitement à charge :
 - a) d'une province ou d'une commune;
 - b) d'une association de communes;
 - c) d'un organisme visé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;
 - d) d'un établissement d'enseignement subventionné à un titre quelconque par l'Etat;
- 2° un traitement à charge du Trésor colonial ou rémunérant des services coloniaux qui peuvent être supputés pour le calcul des pensions métropolitaines à charge du Trésor public;
- 3° une pension à charge du Trésor colonial ou l'une des pensions et allocations visées à l'article 23, § 1er, troisième alinéa, de la loi du 2 août 1955.

Article 3, § 3, alinéa 1er.

Sans préjudice de l'application des §§ 1er et 2, le cumul d'une pension visée à l'article 1er avec un traitement ou une indemnité tenant lieu de traitement à charge de l'Etat ou des pouvoirs et organismes visés au § 2 ne peut excéder le traitement maximum de secrétaire général de ministère ou le montant de la pension si celui-ci dépasse ce traitement maximum.

Article 7.-

Les dispositions de l'article 6 s'appliquent aussi au cumul d'une pension visée à l'article 5, avec :

- 1° une pension, un traitement ou une indemnité tenant lieu de traitement à charge :
 - a) d'une province ou d'une commune;
 - b) d'une association de communes;
 - c) de l'un des organismes d'intérêt public visés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954;
 - d) d'un établissement d'enseignement subventionné à un titre quelconque par l'Etat;
- 2° un traitement à charge du Trésor colonial ou rémunérant des services coloniaux qui peuvent être supputés pour le calcul des pensions métropolitaines à charge du Trésor public;
- 3° une pension à charge du Trésor colonial ou l'une des pensions et allocations visées à l'article 23, § 1er, alinéa 3, de la loi du 2 août 1955.

Article 8.-

Sans préjudice des articles 6 et 7 de la présente loi et des autres dispositions légales fixant un maximum relatif en cas de cumul d'une pension avec un traitement ou une indemnité tenant lieu de traitement, le cumul d'une pension visée à l'article 5, avec l'un des traitements et indemnités visés aux articles 6 et 7, ne peut excéder le maximum du traitement de secrétaire général de ministère ou le montant de la pension s'il dépasse le maximum précité.

Article 3, § 4, alinéa 1er.

Sans préjudice de l'application des §§ 1er et 2, le cumul des pensions de toute nature à charge du Trésor public ainsi que le cumul d'une pension visée à l'article 1er avec une pension à charge des pouvoirs et organismes visés au § 2 ne peut excéder le traitement maximum de secrétaire général de ministère ou le montant d'une des pensions en cause si celui-ci dépasse ce traitement maximum.

Article 3, § 5.

N'entrent pas en ligne de compte pour l'application du maximum prévu au § 4 :

- 1° les pensions d'invalidité attribuées :
 - a) par application du titre II des lois sur les pensions militaires coordonnées le 11 août 1923;
 - b) par application des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948;
- 2° les pensions attachées aux ordres militaires;
- 3° les rentes pour chevrons de front.

Article 5, alinéa 1er.

Le cas échéant, la dernière majoration ou réduction établie par une mesure générale est appliquée aux traitements et aux pensions visés à l'article 3.

Article 9.-

Sans préjudice des articles 6 et 7 de la présente loi et des autres dispositions légales fixant un maximum relatif en cas de cumul d'une pension à charge du Trésor public avec une pension quelconque, le cumul des pensions de toute nature à charge du Trésor public entre elles et le cumul d'une de ces pensions avec l'une des pensions et allocations visées à l'article 7, ne peuvent excéder le maximum du traitement de secrétaire général de ministère ou le montant de la pension la plus élevée, s'il dépasse à lui seul le maximum précité.

Toutefois, n'entrent pas en ligne de compte pour l'application du maximum fixé à l'alinéa 1er :

- 1° les pensions d'invalidité attribuées :
 - a) par application du titre II des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923;
 - b) par application des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948;
- 2° les pensions attachées aux ordres militaires;
- 3° les rentes pour chevrons de front.

Article 10.-

Avant l'application des règles relatives au cumul, les traitements et les pensions visés au présent chapitre sont affectés, le cas échéant, de la dernière majoration ou réduction établie par une mesure générale.

Article 3, passim:

(§ 1er, alinéa 3) Les réductions résultant de l'alinéa 1er sont opérées sur les pensions.

(§ 2, alinéa 2) Les pensions à charge de l'Etat sont réduites dans la mesure où le montant cumulé dépasse le maximum prévu au § 1er.

(§ 3, alinéa 2) L'excédent éventuel est déduit de la pension.

(§ 4, alinéa 2) Les pensions à charge de l'Etat sont réduites dans la mesure où le montant cumulé dépasse ce maximum.

Article 11.-

Les réductions exigées par les dispositions du présent chapitre sont effectuées exclusivement sur les pensions à charge du Trésor public.

(Toutefois, si l'intéressé est un magistrat émérite, les réductions sont effectuées sur tous les éléments de son revenu global autres que la pension d'éméritat).

CHAPITRE III. DISPOSITIONS
FINALES.

Article 8.-

Sont abrogés :

- 1° l'article 7, alinéas 1er à 4, et l'article 23, §§ 1er, 2 et 3, de la loi du 29 juillet 1926 de péréquation des pensions de retraite servies par le Trésor public, des pensions à charge des Caisses de prévoyance, etc...
- 2° les articles 9 et 10 de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 apportant des modifications à la législation sur les pensions et à l'article 17 modifié de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes;
- 3° l'article 2 de l'arrêté royal n° 128 du 26 février 1935 relatif aux pensions de retraite et aux pensions à charge des

Article 12.-

Sont abrogés :

- 1° l'article 7 de la loi du 29 juillet 1926 de péréquation des pensions de retraite servies par le Trésor public, des pensions à charge des Caisses de prévoyance, etc..., modifié par l'article 9 de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 et par l'article 10 de la loi du 14 juillet 1951;
- 2° à l'exception des §§ 4 et 5 originaires, l'article 23 de la même loi, modifié par l'article 10 de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934, par l'article 2 de l'arrêté royal n° 128 du 26 février 1935 et par les articles 18, § 1er, et 19 de la loi du 2 août 1955;

4° l'article 10 de la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie;

3° les articles 17 et 28 de la loi du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie.

5° les articles 17, 18, § 1er, 19 et 28 de la loi du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie.

Article 7.-

Les cumuls ayant pris naissance avant le 1er septembre 1955 restent régis par les dispositions en vigueur au 31 décembre 1954, à moins que les dispositions de la présente loi ne soient plus favorables pour les intéressés.

Toutefois, les cumuls ayant pris naissance avant le 1er septembre 1955 sont régis par les dispositions en vigueur au 31 décembre 1954, à moins que les dispositions de la présente loi ne soient plus favorables aux intéressés.

Article 9.-

La présente loi produit ses effets le 1er septembre 1955.

Article 13.-

La présente loi produit ses effets le 1er septembre 1955.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Het wetsontwerp strekt tot het coördineren, met dien verstande dat zij op sommige punten soepeler, op andere strenger worden gemaakt, van alle algemene bepalingen betreffende :

- 1^o de regeling inzake rustpensioenen ten laste van de Openbare Schatkist voor verschillende, achtereenvolgens of gelijktijdig uitgeoefende ambten;
- 2^o de cumulatie van rustpensioenen, en ook van andere pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist, onderling met bepaalde andere pensioenen en met bepaalde wedden.

De Raad van State heeft het dienstig geacht, de bepalingen van het ontwerp onder twee hoofdstukken te brengen, te meer daar het toepassingsgebied ervan verschilt naargelang zij op de eerste dan wel de tweede gelegenheid betrekking hebben. In elk hoofdstuk zijn de artikelen en de alinea's logisch gerangschikt, beginnend met de eenvoudigste regel om te eindigen met de meest ingewikkelde. Een artikel van het ontwerp (artikel 5) is zelfs geheel uiteengenomen, zodat elke bepaling ervan onmiddellijk volgt op die waarvan zij het complement is. Daarentegen zijn vier alinea's van artikel 3 van het ontwerp (het derde lid van § 1 en het tweede lid van §§ 2, 3 en 4) in één artikel (artikel 11) van de nieuwe tekst samengebracht.

Wegens de omvang van de bewerking worden in dit advies de bepalingen van de tekst van de Regering in een synoptisch overzicht naast die van de door de Raad van State voorgestelde tekst geplaatst; de volgorde is

.../...

die van de tweede tekst. In dezelfde volgorde staan de hiernakomende opmerkingen.

+

+

+

Artikel 1 van het ontwerp is een aanpassing van artikel 1, § 1, van de wet van 14 juli 1951. Het handelt niet over overlevingspensioenen, waarop het ontwerp immers, op één uitzondering na, geen toepassing vindt.

Volgens de gemachtigde ambtenaar geldt het ontwerp voor de door de Belgische Staat overgenomen pensioenen van onderhorigen van de kantons Eupen, Malmedy en Sankt-Vith. Het artikel zou dus uitdrukkelijk deze pensioenen moeten vermelden, want zij die deze pensioenen ontvangen, zijn geen gewezen Belgische magistraat of geen gewezen ambtenaar of beambte van de besturen van de Belgische Staat.

Zo aangevuld, past het toepassingsgebied echter in feite alleen bij artikel 3 van het ontwerp, betreffende de eigenlijke cumulatie. Volgens de toelichting van de gemachtigde ambtenaar en blijkens het tekstverband van de huidige voorschriften waaruit de artikelen 2 en 4 voortkomen, vinden deze artikelen geen toepassing op militaire anciënniteitspensioenen. Daarom heeft de Raad van State artikel 1 in twee gesplitst. In het nieuwe artikel 1, dat nog alleen betrekking heeft op de bepalingen tot regeling van de pensioenen voor verschillende ambten, zijn de woorden "de officieren en de militairen van lagere rang" vervallen.

+

+

+

.../...

Artikel 4 van het ontwerp regelt de pensioenen voor achtereenvolgens uitgeoefende ambten. Paragraaf 1, eerste lid, stelt het algemene beginsel : voor achtereenvolgens uitgeoefende ambten één pensioen. Een eerste gevolg, zo vanzelfsprekend dat de tekst er niet van spreekt, is dat de in aanmerking komende diensten in de verschillende, achtereenvolgens uitgeoefende ambten, al dan niet door een tussenperiode gescheiden, samengevoegd worden tot zij samen toereiken om de belanghebbende een pensioen te bezorgen. Deze regel zou reeds sedertlang worden nageleefd, krachtens een extensieve uitlegging van artikel 50, tweede lid, van de wet van 21 juli 1884 ("Indien de ontslagen of ontslagnemende magistraat, ambtenaar of beambte weder in werkelijke dienst wordt toegelaten, worden de vroegere dienstjaren aangerekend"). Het belang van artikel 4, eerste lid, van het ontwerp ligt in hoofdzaak hierin dat het deze uitlegging bekrachtigt.

Een tweede gevolg van het algemeen beginsel is, dat een wegens één ambt verkregen pensioen moet worden herzien wanneer de gepensioneerde een nieuw ambt met in aanmerking komende diensten neerlegt. Aangezien het nieuwe pensioen voor de gezamenlijke diensten één enkel pensioen vormt, moet het, bij toepassing van artikel 8 van de wet van 21 juli 1844, in beginsel berekend worden op de gemiddelde wedde van de laatste vijf in het laatste ambt doorgebrachte jaren. Het tweede en het derde lid van artikel 4, § 1, van het ontwerp strekken er toe, van deze regel af te wijken wanneer de laatste gemiddelde wedde lager is dan de wedde waarop het eerste pensioen was berekend. Om deze uitzondering beter te doen uitkomen, ware het raadzaam dat de tekst van het ontwerp eerst de regel in herinnering brengt. De aldus gewijzigde

bepaling worde dan liefst aangevuld met het voorschrift van artikel 5, tweede lid, van het ontwerp, betreffende de voorafgaande aanpassing van de wedden aan de geldende weddeschalen. Mochten zich overigens bij de vaststelling van de verhouding tussen de twee basiswedden moeilijkheden voordoen, bij voorbeeld ingevolge het verdwijnen van het eerste ambt, dan zou de Koning de bevoegdheid om ze op te lossen vinden in het door artikel 7 van de wet van 2 augustus 1955 gewijzigde artikel 16 van de wet van 14 juli 1951.

Een derde gevolg van hetzelfde algemeen beginsel is neergelegd in het vierde lid van artikel 4, § 1, van het ontwerp : verliest een gepensioneerd bij het verstrijken van een nieuw ambt zijn recht op pensioen, dan vervalt tevens het recht op het bestaande pensioen. Het kan zijn nut hebben, ofschoon de tekst het niet zegt en dit evenmin hoeft te zeggen, er op te wijzen dat deze regel geen toepassing zou vinden op een militair pensioen waarvan de titularis een burgerlijk ambt op zodanige wijze zou neerleggen dat hij uit dien hoofde zijn recht op pensioen verliest. Dit blijkt zowel uit het toepassingsgebied van artikel 4 van het ontwerp dat niet voor militaire pensioenen geldt, als uit de omstandigheid dat de hier onderzochte bepaling in zekere zin een toepassing is van artikel 50 van de wet van 21 juli 1844, dat uitsluitend burgerlijke en geestelijke pensioenen regelt.

In dit verband zijn enige verduidelijkingen in de tekst van het ontwerp nodig. Bij de woorden "ontslag of afzetting" denkt de Regering aan alle in artikel 50 van de wet van 21 juli 1844 bepaalde gevallen : eigenlijke afzetting, verplicht ontslag, vrijwillig ontslag,

Bij de woorden "verlies van het recht op het pensioen" denkt zij zowel aan volledige vervallenverklaring als aan gedeeltelijke vervallenverklaring bij afzetting (of verplicht ontslag) met toekenning van twee derde van het pensioen, volgens het door dit zelfde artikel 50 aan de Regering toegekende recht.

Tenslotte verbindt het ontwerp deze ganse regel op ongelukkige wijze met een andere, daaraan volstrekt vreemde gedachte, namelijk dat het pensioen voor een eerste ambt opnieuw wordt uitbetaald wanneer een einde komt aan een tweede ambt zonder in aanmerking komende diensten. Deze gedachte is, behalve onvolledig geformuleerd, ook overbodig : wanneer een pensioen door de gelijktijdige betaling van een wedde opgeschort of gewoon verminderd wordt, spreekt het vanzelf dat het pensioen bij het vervallen van de wedde op het normaal bedrag wordt teruggebracht.

Op het beginsel van het éne pensioen voor achtereenvolgens uitgeoefende ambten is een belangrijke afwijking voorzien ten gunste van gewezen militairen. Artikel 4, § 2 van het ontwerp (woordelijke herhaling van het huidige artikel 23, § 3, b, van de wet van 29 juli 1926, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 16 van 15 oktober 1934 en bij de wet van 2 augustus 1955) staat immers in sommige omstandigheden toe, dat een vroegerd burgerlijk pensioen naast en zelfs met inachtneming van een reeds bestaand militair pensioen wordt verkregen. De Raad van State stelt voor de ganse paragraaf een duidelijker lezing voor, die bovendien een kleine discordantie in het tweede lid opheft en er een verduidelijking inzake tijd aan toevoegt.

+

+

+

.../...

Artikel 2 van het ontwerp regelt de pensioenen voor gelijktijdig uitgeoefende ambten. Het eerste lid stelt het beginsel, dat deze ambten onderling geheel onafhankelijk blijven zowel voor de inrustestelling als voor de pensioenen. Het geeft echter geen begripsomschrijving van "gelijktijdig uitgeoefende ambten". Volgens de memorie van toelichting "volstaat het, opdat ambten als gelijktijdig kunnen worden beschouwd, dat zij tenzelfdertijd gedurende een tijdspanne van één maand werden uitgeoefend"; volgens de gemachtigde van de Regering echter ~~kan~~ theoretisch met een geringer duur worden volstaan. Daarom zou de tekst moeten zeggen dat het voldoende is dat er gelijktijdigheid, hoe kort ook, zij, opdat twee ambten als gelijktijdig uitgeoefend kunnen worden bestempeld.

Dit is echter niet genoeg om aan die ambten afzonderlijke inrustestellingen en pensioenen te verbinden. Daartoe is nog vereist dat de ambten zelf afzonderlijke ambten zijn in de zin van het zesde lid, dit wil zeggen dat voor elk van die ambten een bezoldiging wordt uitgekeerd die "vastgesteld is bij een weddeschaal welke haar eigen is". In de praktijk kan de bezoldiging een vaste wedde, zelfs een vergoeding zijn; de tekst zou dus nog ruimer moeten zijn.

Om de zeer ruime betekenis van het begrip "afzonderlijke ambten" enigszins te beperken, bepaalt het zevende lid, dat niet als zodanig worden beschouwd "de bijkomende of aanvullende prestaties waarmede de onderwijzers in de lagere scholen worden belast en waarvoor zij een bijzondere bezoldiging ontvangen welke het karakter heeft van een weddebijslag in de zin van artikel 10 van de wet van 21 juli 1844". Deze bepaling, ontleend aan het koninklijk besluit van 20 januari 1927,

kan echter haar doel niet bereiken, want zij zegt niet welke de prestaties van onderwijzers zijn, waarvan de bezoldiging een weddebijslag in de zin van dit artikel zou vormen. Wel geeft de aanhef van het besluit van 1927 enige criteria aan, maar deze zijn, volgens de gemachtigde van de Regering, achterhaald. Het ware dus moeilijk en onvoorzichtig in de wet criteria op te nemen. Voorts zijn er nog andere gevallen dan dat van de onderwijzers, en andere kunnen zich voordoen, die nu niet te voorzien zijn. Zo had men zich vóór de laatste hervorming van het technisch onderwijs niet kunnen voorstellen, dat een leraar, ofschoon zijn uurrooster niet wordt gewijzigd, twee afzonderlijke wedden in plaats van een wedde ontvangt, alleen doordat zijn onderwijs voortaan over twee verschillende technische groepen is verdeeld. Opdat de Regering de nodige armslag zou hebben om alle soortgelijke vraagstukken te beoordelen en op te lossen, stelt de Raad van State voor, de afwijking betreffende de onderwijzers te vervangen door een algemene bepaling, die de Koning bevoegd maakt van het begrip afzonderlijke ambten af te wijken. Het spreekt van zelf, dat de Koning dit hetzij bij verordening, hetzij desnoods door individuele beslissingen zal kunnen doen.

Van de beide gedachten die het tweede lid van artikel 2 bevat, is de eerste overbodig, aangezien zij een herhaling is van het eerste lid. De tweede gedachte bevat een eerste afwijking van het beginsel van de onafhankelijkheid van gelijktijdig uitgeoefende ambten : het wettelijk minimum wordt niet voor elk daarvan toegestaan maar voor de ambten tezamen voorbehouden.

.../...

Het derde en het vijfde lid stellen een tweede afwijking, ditmaal ten gunste van de betrokkenen : een pensioen dat normaal in een van de gelijktijdig uitgeoefende ambten is verkregen, maakt het mogelijk dat de toekenning van pensioenen voor de andere ambten wordt vervroegd. De Raad van State stelt voor deze twee alinea's een tekst voor, die duidelijker tot uiting brengt dat de betrokkene in een tweede of derde gelijktijdig uitgeoefend ambt vervroegd op pensioen zal mogen gaan niet alleen op het tijdstip waarop hij in het eerste ambt op pensioen gaat, maar ook daarna. Dit is een van de belangrijke nieuwigheden van het ontwerp.

Tenslotte past het vierde lid een van de regelen van artikel 4 (de samentelling van opeenvolgende verrichte diensten) in zekere zin in bijkomende orde toe op het geval van gelijktijdig uitgeoefende ambten. In de tekst zou het ene artikel best naar het andere verwijzen. Alleszins zou duidelijker tot uiting moeten komen, dat dezelfde vroeger verrichte diensten niet kunnen worden toegevoegd aan verschillende gelijktijdig uitgeoefende ambten.

+

+ ++

Artikel 6 van het ontwerp, dat voorzieningen treft voor het geval dat van de regeling inzake gelijktijdig uitgeoefende ambten naar de regeling voor achtereenvolgens uitgeoefende ambten wordt overgegaan, wanneer de laatste gunstiger is, zou logisch aan het einde van het hoofdstuk I moeten komen.

+

+ +

.../...

Artikel 3 van het ontwerp zou met de aanvullingen van dit artikel hoofdstuk II vormen. Vooraf zou een nieuw artikel het toepassingsgebied moeten omschrijven : dat van hoofdstuk I, verruimd met de militaire anciënniteitspensioenen en voor § 4 van artikel 3 met alle andere pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist, behalve enige bijzonder belangwekkend geachte pensioenen.

De §§ 1 en 2 (van het ontwerp) bepalen het betrekkelijk maximum in geval van cumulatie van een pensioen met een ander pensioen of met een wedde.

(Hier zij er aan herinnerd dat het derde lid van § 1 moet worden verwerkt met het tweede lid van de §§ 2, 3 en 4 aan het eind van het hoofdstuk).

Het vierde lid van § 1, dat ten gunste van de titularissen van militaire anciënniteitspensioen een belangrijke afwijking van het beginsel invoert, is op een ingewikkelde en gedeeltelijk minder geschikte wijze geredigeerd. Voor een goed begrip mag men al niet uit het oog verliezen, dat het in geen enkel geval aan de belanghebbenden nadeel mag toebrengen. Daarbij komt, dat de afwijking in de praktijk alleen kan gelden wanneer een militair pensioen met een wedde wordt gecumuleerd. Het totaal van een militair pensioen en een burgerlijk pensioen mag immers niet hoger zijn dan het hoogste bedrag dat één van beide zou hebben bereikt indien alle diensten bij de berekening ervan in aanmerking waren genomen (artikel 4, § 2, van het ontwerp). Krachtens een volstrekt algemeen beginsel mag overigens geen enkel pensioen hoger zijn dan $3/4$ of, in sommige gepri-
viligieerde gevallen, $9/10$ van de wedde. De combinatie

.../...

van deze beide regelen zal tot gevolg hebben, dat het betrekkelijk maximum bij cumulatie van een burgerlijk met een militair pensioen nooit zal worden overschreden, aangezien dit maximum gevormd wordt hetzij door de laatste burgerlijke activiteitswedde, eventueel verhoogd met het niet opgeschorte gedeelte van het militair pensioen, hetzij door de laatste militaire activiteitswedde wanneer deze gunstiger is. Geen enkele afwijking is dus nodig ter bescherming van militaire gepensioneerden die een burgerlijk pensioen genieten. Bijgevolg zijn overbodig de woorden : "en, bovendien zo het gaat om de cumulatie van een militair pensioen met een wedde of met een als wedde geldende vergoeding ten laste van de Openbare Schatkist". (In bijkomende orde kan worden opgemerkt, dat de laatste zes woorden onjuist zijn in zover de bepalingen van § 1 ook op de in § 2 van het ontwerp bedoelde pensioenen en wedden van toepassing zijn).

Aldus vereenvoudigd, krijgt de afwijking de vorm van twee minima, waarvan alleen het laagste bij cumulatie van een militair pensioen met een wedde de regel van het betrekkelijk maximum kan doen wijken : een van die minima wordt gevormd door de wedde verhoogd met $\frac{5}{8}$ van het pensioen; het andere door het hoogste van de onder 1^o, 2^o en 3^o van het ontwerp beschreven bedragen. Concreet voor het hier genomen geval : eerst moeten de twee minima worden berekend; brengt de toepassing van het betrekkelijk maximum het globaal inkomen beneden het laagste minimum, dan zal het globaal inkomen op dit minimum worden vastgesteld en het uit te betalen gedeelte van het pensioen met zoveel worden verhoogd. Na zich van de bedoeling van de Regering in dit opzicht te hebben vergewist, heeft de Raad van State getracht de oplossing in een eenvoudiger formule uit te drukken.

.../...

Op de bepalingen van § 1 (van het ontwerp), beginsel en afwijking, dient dadelijk het voorschrift van artikel 5, tweede lid, te volgen, betreffende de voorafgaande aanpassing van de wedden aan de geldende weddeschalen.

Nadat artikel 3, ter verduidelijking van de bepalingen, eerst alleen de cumulatie van een rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist (of een gelijkgesteld pensioen) met een soortgelijk pensioen of met een wedde ten laste van de Openbare Schatkist heeft bedoeld, past het in paragraaf 2 de regel van § 1 toe op de cumulatie van een rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist met een wedde of een pensioen ten laste van een aantal beperkend opgesomde besturen en instellingen. Thans beperkt het betrekkelijk maximum alleen de cumulatie van pensioenen van de Openbare Schatkist met wedden vanwege deze besturen en instellingen. Het ontwerp verruimt de toepassing van het betrekkelijk maximum tot de cumulatie van genoemde pensioenen met pensioenen van deze besturen en instellingen. De memorie van toelichting vermeldt dit feit, maar wijst niet op het nieuwe ervan noch op de eraan verbonden verergering.

Het ontwerp wijzigt de lijst van besturen en instellingen slechts op één, zij het niet onbelangrijk punt. Het onnauwkeurige begrip "instelling die onder de controle of onder gehele of gedeeltelijke waarborg vanwege Staat, provincie of gemeente werkt", wordt vervangen door de naamlijst van de wet van 16 maart 1954. Ongetwijfeld vervallen hierdoor volledig de interpretatiemoeilijkheden waar de memorie van toelichting van spreekt. Maar zoals meestal aan de te eenvoudige regelingen, is aan de onderhavige het bezwaar van een zekere willekeur verbonden. De toepassing van de wettelijke regelen inzake

.../...

cumulatie en bijgevolg de vermindering van de inkomsten van de pensioengerechtigde wordt zodoende afhankelijk van de opvatting die de wetgever heeft over de noodzaak van een bijzondere controlevorm ten aanzien van de openbare instelling waartoe de belanghebbende behoort of heeft behoord, terwijl toch het onderhavige ontwerp een gans ander doel nastreeft dan de wet van 16 maart 1954.

In verband met de verwijzing naar de wet van 16 maart 1954 moge nog worden opgemerkt, dat artikel 1 van deze wet 49 instellingen noemt, waaraan artikel 19 er een vijftigste toevoegt. Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Regering blijft deze laatste instelling in het ontwerp buiten beschouwing. De tekst moet dus niet alleen naar de wet, maar naar artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 verwijzen.

De paragrafen 3, 4 en 5 (van het ontwerp) bepalen het absolute maximum ingeval een pensioen met een wedde of een ander pensioen wordt gecumuleerd. Thans wordt het absolute maximum vastgesteld door het maximum van de wedde van directeur-generaal van een ministerie en geldt het alleen voor cumulatie "pensioen-pensioen". Paragraaf 4 brengt dit op het maximum van de wedde van secretaris-generaal; doch volgens § 3 geldt dit dan tevens voor de cumulatie "pensioen-wedde". De memorie van toelichting bestempelt deze nieuwigheid als "het noodzakelijk gevolg van de in § 1 opgenomen formulé". De volledige verklaring is de volgende : daar het ontwerp elk onderscheid ten opzichte van de cumulatie tussen gelijktijdig en achtereenvolgens uitgeoefende diensten

.../...

alsook tussen loopbaanbetrekkingen en bijkomende ambten prijsgeeft, wordt het betrekkelijk maximum voor elk geval gevormd door het hoogste globaal inkomen van de belanghebbende, dat hij onmiddellijk vóór de werkelijke neerlegging van elk van de ambten genoot. Om zuiver rekenkundige redenen, is een zodanig maximum in geval van gelijktijdig uitgeoefende ambten geen werkelijke beperking, behalve wanneer het twee werkelijke loopbaanbetrekkingen zou betreffen. Een absoluut maximum wordt dus noodzakelijk.

Al stellen paragraaf 3 en de §§ 4 en 5 hetzelfde absoluut maximum vast, zij hebben niet hetzelfde toepassingsgebied. Zoals bij het begin van het onderzoek van artikel 3 reeds is gezegd, is het toepassingsgebied van § 4 ruimer. Terwijl het voor cumulatie "pensioen-wedde" toegestane absolute maximum slechts de cumulatie beperkt van rustpensioenen ten bezware van de Openbare Schatkist of daarmede gelijkgestelde pensioenen met een wedde ten bezware van dezelfde Schatkist of met een in § 2 bedoelde wedde, beperkt het voor cumulatie "pensioen-pensioen" toegestane absolute maximum de cumulatie van elk pensioen ten bezware van de Openbare Schatkist (met uitzondering van die van § 5) met enig ander pensioen ten bezware van dezelfde Schatkist of met een in § 2 bedoeld pensioen of uitkering. Dit is in grote trekken trouwens reeds de strekking van artikel 28 van de wet van 2 augustus 1955. Bijgevolg is het eerste gedeelte van § 4 van het ontwerp : "de cumulatie van de pensioenen van alle aard ten laste van de Openbare Schatkist alsmede de cumulatie van een bij artikel 1 bedoeld pensioen ...(enz.)"

.../...

gedeeltelijk onjuist; de tweede maal moest men zoals de eerste maal gezegd hebben : "de cumulatie van enig pensioen ten bezware van de Openbare Schatkist ... (enz.)".

Bij de §§ 3 en 4 zijn twee opmerkingen te maken, die voor beide gelden. In de eerste plaats is de verwijzing naar § 2 niet dienstig omdat de in § 2 genoemde Koloniale Schatkist noch een "macht", noch een "organisme" is, en voorts omdat de in § 2, 3°, bedoelde uitkeringen geen "pensioenen" zijn en de (in § 2, 2° bedoelde) "wedden ter bezoldiging van de koloniale diensten die voor de berekening van de moederlandse pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist kunnen aangerekend worden "evenmin" wedden ten laste van de Staat of van machten en organismen bedoeld bij § 2" zijn.

Ten tweede is de bepaling inzake vrijwaring waarmede beide paragrafen aanvangen, onvolledig omdat er nog bijzondere betrekkelijke maxima bestaan, bijvoorbeeld voor cumulatie van verscheidene weduwenpensioenen (koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936, artikel 21), of nog voor cumulatie van wedde of rustpensioen met vergoedingen ten bezware van de Staat (koninklijk besluit nr 7 van 31 mei 1933, artikel 4). In dit verband kan het zijn nut hebben er op te wijzen dat de algemene maxima (betrekkelijk en absoluut maximum) daarentegen ten minste voor één algemene wetsbepaling moeten wijken, met name voor artikel 11 van de wet van 13 juli 1930, dat elke beperking opheft in geval van cumulatie van de wedde van lid van de bestendige deputatie met een pensioen ten bezware van de Openbare Schatkist.

.../...

Paragraaf 5 is een, in de memorie van toelichting ten onrechte genoemde "eenvoudige" herhaling van artikel 28, § 3, van de wet van 2 augustus 1955. De bepaling "oorlogs-" is er immers geschrapt, om voortaan alle invaliditeitspensioenen aan de regel van het absolute maximum te onttrekken.

Twee bepalingen, die de voorgaande aanvullen, moeten nog hun plaats in hoofdstuk II krijgen. Bij de ene, die van het eerste lid van artikel 5 van het ontwerp alleen een vormverbetering nodig, wat betreft het juiste tijdstip waarop de algemene verhogingen en verminderingen op de aan de cumulatieregelen onderworpen pensioenen en wedden moeten worden toegepast.

De andere bepaling, ontstaan door samenvoeging van het derde lid van paragraaf 1 en van het tweede lid van de paragrafen 2, 3 en 4 van artikel 3, vergt ernstig voorbehoud. De techniek van alle door de cumulatieregelen voorgeschreven verminderingen is in het kort de volgende : nooit wordt aan enige wedde geraakt, en gaat het om verscheidene pensioenen, dan wordt alleen geraakt aan die welke ten bezware van de Openbare Schatkist komen. Deze beginselen waren reeds neergelegd in het koninklijk besluit H van 31 mei 1933 ; zij komen thans voor in artikel 28 van de wet van 2 augustus 1955. Tijdens het onderzoek van het ontwerp van deze wet had de Regering de Raad van State laten weten, dat zij geenszins de bedoeling had "iets te veranderen aan het toepassingsgebied van deze bepalingen, dat met name ingevolge het arrest van het Hof van verbreking van 20 april 1950 duidelijk is omschreven" (advies L.4579/2 van de Raad van State, sub "Artikel 2 van het ontwerp"); hetgeen er op neerkwam, dat deze bepalingen geen afbreuk mochten doen van de emeritaatspensioenen der magistraten.

.../...

In verband met het onderhavige ontwerp, heeft de Minister van Financiën de Raad van State medegedeeld, dat het ontwerp alle rustpensioenen ten bezware van de Openbare Schatkist betreft, met inbegrip van de pensioenen voor emeritus-magistraten.

Opdat daarom de door de Regering gewenste hervorming kan plaats hebben zonder dat uit de Grondwet bezwaren ontstaan, moet worden bepaald dat de vermindering ten aanzien van emeritus-magistraten niet op het emeritaatspensioen maar uitsluitend op de andere onderdelen zal worden toegepast.

+
+ +

De artikelen 7 tot 9 van het ontwerp zouden vanzelfsprekend een slothoofdstuk vormen.

Voor artikel 8 (het opheffingsartikel) stelt de Raad van State een lezing voor, waarin de wijzigingsteksten duidelijkheidshalve en zoals gebruikelijk is na de gewijzigde teksten en niet in een zuiver chronologische volgorde worden genoemd.

Van deze opheffing van alle geldende wetbepalingen wijkt artikel 7 af ten gunste van cumulaties die vóór 1 september 1955 zijn ontstaan, dit is in hoofdzaak voor hen die getroffen waren door het bepaalde in artikel 18 van de wet van 2 augustus 1955, volgens hetwelk de regel van het betrekkelijk maximum vanaf die datum toepasselijk werd op de cumulatie van een rustpensioen ten bezware van de Openbare Schatkist met een van de in artikel 3, § 2, van het onderhavige ontwerp bedoelde wedden.

.../...

De reden waarom artikel 7 niet de op 31 augustus 1955 geldende, maar de op 31 december 1954 geldende regeling, toepast op hen wier "verkregen rechten" het wil vrijwaren of, juister gezegd, opnieuw wil doen ontstaan, ligt in de tot 1 januari 1955 terugwerkende kracht van artikel 28 van de wet van 2 augustus 1955 tot aanvulling van de lijst van de provinciale, gemeentelijke en andere pensioenen waarvan de cumulatie met een pensioen ten bezware van de Openbare Schatkist aan de regel van het absolute maximum is onderworpen.

Het eigenaardige maar overigens gewilde gevolg van de tijdsafstand tussen de genoemde datum 31 december 1954 en de in artikel 9 bepaalde datum van inwerkingtreding van het ontwerp zal zijn, dat de strengere regeling van de wet van 1955, die de geprivilegieerde cumulaties tot de datum van de bekendmaking van de wet zal hebben geregeld, vanaf 1 september 1955 met terugwerkende kracht zal vervallen ten voordele van deze cumulaties, maar dat de gevolgen ervan voor de periode van 1 januari tot 31 augustus voordien gehandhaafd zullen blijven.

Ook zal de terugwerking van het ontwerp leiden tot het eveneens gewilde gevolg, dat degenen die thans niet geprivilegieerde cumulaties genieten, dit wil zeggen cumulaties die tussen 1 september 1955 en de datum van bekendmaking van de nieuwe wet zijn ontstaan, gevaar lopen hun pensioen ten bezware van de Schatkist met terugwerkende kracht verminderd te zien en gedeeltelijk rentetermijnen te moeten terugbetalen.

+

+ +

.../...

TEKST VAN DE REGERING.

Wetsontwerp tot wijziging van de wetgeving op de rustpensioenen ten laste van de Openbare Schatkist voor wat betreft de cumulatie van ambten en de cumulatie van pensioenen en wedden.

TEKST VAN DE RAAD VAN STATE.

Ontwerp van wet betreffende de cumulatie van pensioenen en wedden, en de regeling inzake rustpensioenen voor verschillende ambten.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.REGELING INZAKE RUSTPENSIOENEN
VOOR VERSCHILLENDE AMBTEN.Artikel 1.-

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing :

- 1° op de rustpensioenen die de Openbare Schatkist uitkeert aan de magistraten, de ambtenaren en beambten van de Rijksbesturen, het gerechtelijk personeel inbegrepen, de leden van het onderwijzend personeel, de bedienaars van de erediensten, de officieren en de militairen van lagere rang ;

Artikel 1.-

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing :

- 1° op de rustpensioenen die de Openbare Schatkist uitkeert aan magistraten, aan ambtenaren en beambten van de Rijksbesturen, gerechtelijk personeel inbegrepen, aan leden van het onderwijzend personeel en aan bedienaars van de erediensten ;

2° op de rustpensioenen die de
Rijkswerkliedenkas uitkeert.

Artikel 4.-

§ 1. Eerste tot derde lid.

De opeenvolgend uit-
geoefende ambten geven aanlei-
ding tot de uitbetaling van een
enig pensioen!

Wanneer de gewezen
functiën aanleiding hebben ge-
geven tot het toekennen van een
rustpensioen, wordt het pen-
sioen verleend wegens het geheel
van de diensten vastgesteld op
de wedde welke voor het eerste
pensioen tot grondslag heeft
gediend, indien deze wedde ho-
ger is dan de aan het nieuwe
ambt verbonden wedde.

In dit geval onder-
gaat de in dit laatste ambt
doorgebrachte tijd een vermin-
dering evenredig tot de ver-
houding welke bestaat tussen
de laatste activiteitswedden
ontvangen in iedere der be-
schouwde ambten.

Artikel 5, tweede lid.

De wedden waarvan
sprake in § 1 van artikel 3 en
in lid 2 en lid 3 van § 1 van
artikel 4 worden, in voorko-
mend geval, gebracht op de
cijfers welke zij onder de toe-
passing van de laatste wedde-
schaal zouden bereikt hebben.

2° op de door de Belgische Staat
overgenomen en in de Belgisch-
Duitse schikking van 4 mei
1923 bedoelde rustpensioenen
van onderhorigen uit de kan-
tons Eupen, Malmedy en Sankt-
Vith ;

3° op de rustpensioenen die de
Rijkswerkliedenkas uitkeert.

Artikel 2.-

§ 1. Voor achtereen-
volgens uitgeoefende ambten
wordt een enkel pensioen uitge-
keerd!

Houdt de titularis van
een rustpensioen op, een nieuw
ambt met in aanmerking komende
diensten uit te oefenen, dan
wordt zijn pensioen herzien met
inachtneming van de gezamenlijke
diensten en op grond van de ge-
middelde wedde over de laatste
vijf jaren die hij in het laat-
ste ambt heeft doorgebracht. Het
nieuwe pensioen wordt echter
berekend op de wedde, die als
grondslag voor het oorspronke-
lijk pensioen heeft gediend, in-
dien die wedde hoger dan de aan
het laatste ambt verbonden wedde
is ; maar de in dit laatste ambt
doorgebrachte tijd wordt ver-
minderd in evenredigheid tot de
verhouding die bestaat tussen
de in ieder van die ambten ont-
vangen laatste activiteits-
wedden. Eerst worden de wedden
op de bedragen gebracht die zij
volgens de op het tijdstip der
herziening geldende weddeschalen
zullen hebben bereikt.

Artikel 4, § 1, vierde lid.

Indien na het staken van zijn nieuwe functiën, de betrokkene geen aanspraak kan maken op een pensioen voor het geheel van zijn diensten, wordt de uitbetaling van het eerste pensioen hersteld, ten ware het verlies van het recht op het pensioen bij het beëindigen van zijn nieuwe functiën uit een ontslag of een afzetting zou voortspruiten.

Artikel 4, § 2.

Indien burgerlijke diensten volgen op militaire diensten welke aanleiding hebben gegeven tot het toekennen van een militair anciënniteitspensioen, kan de belanghebbende bij zijn oppensioenstelling in zijn nieuwe ambten :

- 1° het herstel bekomen van zijn militair pensioen ;
- 2° bovendien, een rustpensioen bekomen in verhouding tot de in de burgerlijke ambten doorgebrachte tijd, op voorwaarde echter dat het totaal van de in de twee betrekkingen verstrekte diensten de duur bereikt welke voor de toekenning van dit rustpensioen wordt gevorderd.

Het totaal van de twee pensioenen mag niet meer belopen dan het bedrag dat het ene of het andere zou hebben bereikt indien voor de uitkering ervan met alle diensten rekening was gehouden ; het mag niet lager zijn dan het bedrag dat het laatste pensioen zou hebben bereikt, indien voor de uitkering ervan met alle militaire diensten en tijdsbonificaties rekening was gehouden.

Indien een gepensioneerde, bij het verstrijken van een nieuw ambt, bij toepassing van artikel 50 van de wet van 21 juli 1844 geheel of ten dele vervallen wordt verklaard van zijn rechten op pensioen, geldt de gehele of gedeeltelijke vervallenverklaring niet alleen voor de pensioenverhoging die hij aan zijn laatste ambt zou te danken hebben, maar voor het gehele pensioen dat hij krachtens zijn vorige ambten genoot.

§ 2. De titularis van een militair anciënniteitspensioen, die in een burgerlijke of geestelijke bediening in ruste is gesteld, kan een tweede pensioen verkrijgen indien de in zijn beide loopbanen verrichte diensten samen de duur bereiken welke het laatste ambt had moeten bereiken om op zichzelf recht op pensioen te geven.

Dit pensioen is evenredig aan de in het laatste ambt doorgebrachte tijd. In voorkomend geval wordt het echter zodanig gewijzigd, dat het bedrag van beide pensioenen samen, op het tijdstip van de toekenning van het tweede :

- 1° noch hoger is dan het hoogste bedrag dat een van beide zou hebben bereikt als alle diensten en bonificaties voor de uitkering van ieder pensioen afzonderlijk waren medegerekend ;
- 2° noch lager is dan het bedrag dat het tweede zou hebben bereikt, als alle militaire diensten en alle bonificaties voor de uitkering daarvan waren medegerekend.

Artikel 2.-

De gelijktijdig uitgeoefende ambten blijven onafhankelijk de ene van de andere, zowel voor het tijdperk van de opruststelling als voor de berekening van de pensioenen waarop de uitoefening van beoefende ambten recht kan geven.

(Zesde lid) Voor de toepassing van dit artikel wordt als onderscheiden ambt beschouwd, ieder ambt waarvoor de bezoldiging bij een weddeschaal is vastgesteld welke haar eigen is.

(Zevende lid) Worden niet als onderscheiden ambten beschouwd de bijkomende of aanvullende prestaties waarmede de onderwijzers in de lagere scholen worden belast en waarvoor zij een bijzondere bezoldiging ontvangen welke het karakter heeft van een weddebijslag in de zin van artikel 10 van de wet van 21 juli 1844.

(Tweede lid) Ieder pensioen wordt afzonderlijk vastgesteld volgens de regelen en de gegevens welke dit pensioen eigen zijn en zonder toekenning van het wettelijk minimum, het voordeel van dit laatste voorbehouden zijnde aan het geheel.

(Derde lid) Bij afwijking op het voorgaand lid kan de titularis, indien een pensioen wordt of werd toegekend voor het ambt waaraan de hoogste wedde is of was verbonden, een pensioen bekomen voor ieder van de andere ambten welke hij gelijktijdig heeft uitgeoefend zonder de vereiste wettelijke voorwaarden te moeten verenigen. Hetzelfde geldt voor de ambten waarvan de belanghebbende sedert één jaar ten hoogste heeft opgehouden titularis te zijn op het ogenblik van zijn opruststelling in het best bezoldigde ambt.

Artikel 3.-

Afzonderlijke ambten die hoelang dan ook gelijktijdig zijn uitgeoefend, blijven onafhankelijk van elkaar zowel voor het tijdstip van de inruststelling als voor de berekening van de pensioenen waarop de ambtsuitoefening recht kan geven. Een afzonderlijk ambt is een ambt waaraan een eigen bezoldiging is verbonden. Op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het bestuur van de pensioenen behoort, kan de Koning echter om bijzondere redenen beslissen, dat twee ambten met eigen bezoldiging afzonderlijke ambten zijn.

In afwijking van het eerste lid wordt het wettelijk minimum niet op ieder van de aan gelijktijdig uitgeoefende ambten verbonden pensioenen maar op het totale bedrag daarvan toegepast.

In afwijking van het eerste lid, kan de titularis van gelijktijdig uitgeoefende ambten, die onder de wettelijke voorwaarden een pensioen in het best bezoldigde ambt verkrijgt, zonder in ieder geval aan de wettelijke eisen te voldoen, in aanmerking komen :

- 1° tegelijk met genoemd pensioen, voor een pensioen in ieder van de ambten waarvan hij sinds ten hoogste een jaar geen titularis meer is ;
- 2° op hetzelfde tijdstip of later, voor een pensioen in ieder van de ambten die hij bij het verkrijgen van genoemd pensioen uitoefende.

(Vijfde lid) De ambten waarvan belanghebbende titularis is omvatten, buiten degene welke hij werkelijk uitoefent, deze waarin hij met verlof, in terbeschikkingstelling of in non-activiteit met of zonder wedde is geplaatst.

(vierde lid) Er wordt rekening gehouden met de opeenvolgend verstrekte diensten in de vroegere ambten, voor de toekenning en de berekening van de pensioenen waarop de belanghebbende in uitvoering van dit artikel aanspraak kan maken.

Artikel 6.-

Voor de toepassing van de artikelen 2 en 4 worden de diensten die voor gevolg zouden hebben de belanghebbende te benadeln, uitgeschakeld voor zoveel bedoelde diensten vroeger niet werden in aanmerking genomen bij de berekening van een rustpensioen.

Titularis van een ambt in de zin van het derde lid is, benevens degene die het werkelijk uitoefent, hij die met verlof is, dan wel ter beschikking of op non-activiteit met of zonder wedde is gesteld.

Voor de toekenning en de berekening van de pensioenen waarop de belanghebbende krachtens dit artikel aanspraak kan maken, wordt de duur van ieder ambt, dat vóór een van de gelijktijdig uitgeoefende ambten is uitgeoefend, gevoegd bij de duur van dit laatste bij toepassing van artikel 2.

Artikel 4.-

Voor de toepassing van de artikelen 2 en 3 worden buiten beschouwing gelaten, de diensten die, als zij in aanmerking werden genomen, de belanghebbende schade zouden berokkenen, mits zij niet voordien voor de uitkering van een rustpensioen zijn medegerekend.

HOOFDSTUK II. CUMULATIE VAN PENSIOENEN EN WEDDEN.

Artikel 5.-

Met uitzondering van artikel 9, dat een ruimer toepassingsgebied heeft, vinden de bepalingen van dit hoofdstuk toepassing :

- 1° op de in artikel 1 bedoelde pensioenen ;
- 2° op de militaire anciënniteitspensioenen.

.../...

Artikel 3.-

§ 1. De cumulatie van verschillende bij artikel 1 beoogde pensioenen of de cumulatie van de bedoelde pensioenen met wedden of als wedden geldende vergoedingen ten bezware van de Openbare Schatkist, wordt slechts toegestaan tot het bedrag van het hoogst globaal inkomen samengesteld door de pensioenen en wedden welke belanghebbende genoot op het oogenblik waarop hij werkelijk heeft opgehouden één van de ambten die hij verlaten heeft uit te oefenen.

(Tweede lid) Voor de ambten welke aanleiding hebben gegeven tot het toekennen van een pensioen, is de wedde waarmee rekening moet worden gehouden, de laatste wedde welke in aanmerking is genomen voor de berekening van het pensioen.

(Vierde lid) Indien door de toepassing van het eerste lid, een militair pensioen wegens dienstanciënniteit met meer dan 37 1/2 t.h. moet worden verminderd, wordt de vermindering tot dit percentage beperkt zonder dat echter het globaal inkomen hoger moge wezen dan de hoogste der hierna aangeduide sommen :

- 1° het maximum van de weddeschaal van onderbureauchef bij een ministerie ;
- 2° het volle bedrag van het militair pensioen, verhoogd met 40 t.h. ; en, bovendien zo het gaat om de cumulatie van een militair pensioen met een wedde of met een als wedde geldende vergoeding ten laste van de Openbare Schatkist ;

Artikel 6.-

§ 1. Cumulatie van verschillende pensioenen als bedoeld in artikel 5 en cumulatie van deze pensioenen met wedden of met als wedden geldende vergoedingen ten bezware van de Openbare Schatkist is maar geoorloofd tot het hoogste globale inkomen gevormd door de pensioenen en wedden, die de belanghebbende genoot toen hij werkelijk ophield een van de opgegeven ambten uit te oefenen.

Voor ambten die aanleiding hebben gegeven tot het toekennen van een pensioen, is de wedde waarmee rekening moet worden gehouden, de laatste wedde welke in aanmerking is genomen voor de berekening van het pensioen.

§ 2. Ingeval een militair anciënniteitspensioen met een wedde of met een als wedde geldende vergoeding wordt gecumuleerd, mag de toepassing van § 1 het globale inkomen niet doen dalen beneden het laatste van de hierna vastgestelde minima :

- 1° de wedde, verhoogd met 5/8 van het pensioen ;
- 2° het hoogste van de volgende drie cijfers :
 - a. het volle pensioenbedrag, vermeerderd met 40 t.h. ;
 - b. de maximumwedde die aan de graad van de belanghebbende is verbonden, na aftrek van de laatste twee organieke verhogingen ;

3° het maximum van de wedde ingesteld voor de aan belanghebbende verleende graad, na aftrek van de laatste twee organieke verhogingen.

Artikel 5, tweede lid.

De wedden waarvan sprake in § 1 van artikel 3 en in lid 2 en lid 3 van § 1 van artikel 4 worden, in voorkomend geval, gebracht op de cijfers welke zij onder de toepassing van de laatste weddeschaal zouden bereikt hebben.

Artikel 3, § 2, eerste lid.

De bepalingen van § 1 zijn eveneens van toepassing in geval van cumulatie van een bij artikel 1 beoogd pensioen met :

- 1° een pensioen, een wedde of een als wedde geldende vergoeding ten laste :
 - a. van een provincie of een gemeente ;
 - b. van een vereniging van gemeenten ;
 - c. van een organisme bedoeld door de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut ;
 - d. van een onderwijsinrichting die op enige grond door de Staat gesubsidieerd wordt.
- 2° een wedde ten laste van de Koloniale Schatkist of ter bezoldiging van de koloniale diensten die voor de berekening van de moederlandse pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist kunnen aangerekend worden ;

c. het maximum van de weddeschaal van onderbureau-chef bij een ministerie.

§ 3. Voor de toepassing van het bepaalde in de §§ 1 en 2 worden de wedden in voorkomend geval op de bedragen gebracht die zij volgens de ophet tijdstip der toepassing geldende weddeschalen zouden hebben bereikt.

Artikel 7.-

De bepalingen van artikel 6 zijn eveneens van toepassing in geval van cumulatie van een in artikel 5 bedoeld pensioen met :

- 1° een pensioen, een wedde of een als wedde geldende vergoeding ten laste van :
 - a. een provincie of een gemeente ;
 - b. een vereniging van gemeenten ;
 - c. een van de instellingen van openbaar belang bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 ;
 - d. een onderwijsinrichting die op enige grond door de Staat gesubsidieerd wordt ;
- 2° een wedde ten laste van de Koloniale Schatkist of ter bezoldiging van koloniale diensten die voor de berekening van de moederlandse pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist kunnen worden aangerekend ;

3° een pensioen ten laste van de Koloniale Schatkist of een van de pensioenen en uitkeringen bedoeld bij artikel 23, § 1, derde lid, van de wet van 2 augustus 1955.

Artikel 3, § 3, eerste lid.

Onverminderd de toepassing van §§ 1 en 2, mag de cumulatie van een bij artikel 1 bedoeld pensioen met een wedde of een als wedde geldende vergoeding ten laste van de Staat of van machten en organismen bedoeld bij § 2, niet hoger zijn dan de maximum-wedde van secretaris-generaal bij een ministerie of hoger dan het bedrag van het pensioen indien dit bedrag deze maximumwedde overschrijdt.

Artikel 3, § 4, eerste lid.

Onverminderd de toepassing van de §§ 1 en 2, mag de cumulatie van de pensioenen van alle aard ten laste van de Openbare Schatkist alsmede de cumulatie van een bij artikel 1 bedoeld pensioen met een pensioen ten laste van de machten en organismen bedoeld bij § 2, niet hoger zijn dan de maximum-wedde van secretaris-generaal bij een ministerie of hoger dan het bedrag van een van de pensioenen waarvan sprake indien dit bedrag deze maximumwedde overschrijdt.

3° een pensioen ten laste van de Koloniale Schatkist of een van de pensioenen en uitkeringen bedoeld in artikel 23, § 1, derde lid, van de wet van 2 augustus 1955.

Artikel 8.-

Onverminderd de artikelen 6 en 7 van deze wet en de andere wetsbepalingen tot vaststelling van een betrekkelijk maximum in geval van cumulatie van een pensioen met een wedde of een als wedde geldende vergoeding, mag de cumulatie van een onder artikel 5 bedoeld pensioen met een van de in de artikelen 6 en 7 bedoelde wedden en vergoedingen niet meer bedragen dan de maximum-wedde van een secretaris-generaal van een ministerie of dan het bedrag van het pensioen, indien het hoger is dan het genoemde maximum.

Artikel 9.-

Onverminderd de artikelen 6 en 7 van deze wet en de andere wetsbepalingen tot vaststelling van een betrekkelijk maximum inzake cumulatie van een pensioen ten bezware van de Openbare Schatkist met enig pensioen, mogen de cumulatie van enigerlei pensioenen ten bezware van de Openbare Schatkist onderling, en de cumulatie van een van die pensioenen met een van de in artikel 7 bedoelde pensioenen en vergoedingen, niet meer bedragen dan de maximumwedde van een secretaris-generaal van een ministerie of dan het bedrag van het hoogste pensioen, indien dit op zich zelf hoger is dan het genoemde maximum.

Artikel 3, § 5.

Voor de toepassing van het in § 4 gestelde maximum komen niet in aanmerking :

- 1° de pensioenen wegens invaliditeit toegekend :
 - a. bij toepassing van titel II van de op 11 augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen ;
 - b. bij toepassing van de op 5 oktober 1948 samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen ;

2° de pensioenen verbonden aan de militaire orden ;

3° de renten wegens frontstrepen.

Artikel 5, eerste lid.

In voorkomend geval, wordt de laatste verhoging of vermindering, vastgesteld door een algemene maatregel, op de bij artikel 3 beoogde wedden en pensioenen toegepast.

Artikel 3, passim :

(§ 1, derde lid) De verminderingen welke voortspruiten uit het eerste lid worden toegepast op de pensioenen.

(§ 2, tweede lid) De pensioenen ten laste van de Staat worden verminderd in zover het gecumuleerd bedrag het maximum voorzien bij § 1 overschrijdt.

Voor de toepassing van het in het eerste lid gestelde maximum komen echter niet in aanmerking :

- 1° pensioenen wegens invaliditeit toegekend :

- a. bij toepassing van titel II van de op 11 augustus 1923 gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen ;
- b. bij toepassing van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen ;

2° pensioenen verbonden aan de militaire orden ;

3° renten wegens frontstrepen.

Artikel 10.-

Vóór de toepassing van de cumulatierregelen wordt de laatste, door een algemene maatregel ingevoerde verhoging of vermindering eventueel toegepast op de in dit hoofdstuk bedoelde wedden en pensioenen.

Artikel 11.-

De door de bepalingen van dit hoofdstuk vereiste verminderingen worden uitsluitend op de pensioenen ten bezware van de Openbare Schatkist toegepast.

(§ 3, tweede lid) Het eventueel teveel wordt van het pensioen afgetrokken.

(§ 4, tweede lid) De pensioenen ten laste van de Staat worden verminderd in de mate waarin het gecumuleerd bedrag dit maximum te boven gaat.

(Is de belanghebbende echter een emeritus-magistraat, dan worden de verminderingen toegepast op alle onderdelen van zijn globaal inkomen, behalve op zijn emeritaatspensioen).

HOOFDSTUK III. SLOTBEPALINGEN.

Artikel 8.-

Opgeheven worden :

- 1° artikel 7, eerste tot vierde lid en artikel 23, §§ 1, 2 en 3 van de wet van 29 juli 1926 houdende perekwatie van de rustpensioenen uitgekeerd door de Openbare Schatkist, van de pensioenen ten laste van de Voorzorgskassen, enz. ...;

- 2° de artikelen 9 en 10 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 oktober 1934 waarbij wijzigingen worden aangebracht in de wetgeving op de pensioenen en in het gewijzigd artikel 17 der wet van 29 oktober 1846 betreffende de inrichting van het Rekenhof;

Artikel 12.-

Opgeheven worden :

- 1° artikel 7 van de wet van 29 juli 1926 houdende perekwatie van de rustpensioenen uitgekeerd door de Openbare Schatkist, van de pensioenen ten laste van de Voorzorgskassen enz., gewijzigd bij artikel 9 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 oktober 1934 en bij artikel 10 van de wet van 14 juli 1951 ;
- 2° met uitzondering van de oorspronkelijke §§ 4 en 5, artikel 23 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 10 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 oktober 1934, bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr 128 van 26 februari 1935 en bij de artikelen 18, § 1, en 19 van de wet van 2 augustus 1955 ;

.../..

3° artikel 2 van het koninklijk besluit nr 128 van 26 februari 1935 betreffende de rustpensioenen en de pensioenen ten laste van de Voorzorgskassen ;

4° artikel 10 van de wet van 14 juli 1951 houdende pérékwatie der rust- en overlevingspensioenen ;

5° de artikelen 17, 18, § 1, 19 en 28 van de wet van 2 augustus 1955, houdende pérékwatie van de rust- en overlevingspensioenen.

3° de artikelen 17 en 28 van de wet van 2 augustus 1955 houdende pérékwatie van de rust- en overlevingspensioenen.

Artikel 7.-

De cumulaties welke ontstaan zijn vóór 1 september 1955 blijven beheerd door de bepalingen in voege vóór 31 december 1954, ten ware de bepalingen van de tegenwoordige wet voor de belanghebbenden voordeliger mochten zijn.

Op cumulaties ontstaan vóór 1 september 1955 zijn echter de op 31 december 1954 geldende voorzieningen van toepassing, tenzij de bepalingen van deze wet gunstiger voor de belanghebbenden zijn.

Artikel 9.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 september 1955.

Artikel 13.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 september 1955.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat, président
raadsheer van State, voorzitter

G. HOLOYE,
G. VAN BUNEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

P. COART-FRESART,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

P. ANSIAUX,

J. COOLEN,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. COOLEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.